



64 - PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

## Déclaration liminaire - CTSD du 3 février 2022

Monsieur le Directeur Académique,

**A la suite du mouvement de grève du 13 janvier, la colère et l'exaspération des personnels ont-elles vraiment été entendues ?** Certaines promesses de l'exécutif se mettent en œuvre (masques, auto-tests), mais le "chantier" reste en cours. A ce jour, le quotidien de nos collègues n'a pas changé. Tous les agents (direction, administratif, enseignement, éducation, AESH, infirmières et les médecins scolaires) sont à bout de force. **La grève du 13 janvier doit être entendue comme une sévère mise en garde et l'expression d'un ras-le-bol général.**

Dans le département, si l'Unsa Éducation constate une amélioration du dialogue social pour la gestion du COVID, elle trouve la méthode de préparation de la carte scolaire inadaptée et anxiogène dans un contexte de crise sanitaire dont la fin semble toujours aussi hypothétique.

En effet, depuis deux ans, l'ensemble des personnels enseignants, d'encadrement, administratifs sanitaire et sociaux a fait d'énormes efforts pour maintenir les établissements scolaires ouverts. Ils ont fait preuve d'un véritable dévouement pour le bon fonctionnement du service public d'éducation, parfois même en exposant leur santé et leur sécurité.

**Et comment sont-ils récompensés ?** Le gouvernement leur enlève encore des moyens, dégradant ainsi un peu plus leurs conditions de travail. Belle reconnaissance de la conscience professionnelle que ces fonctionnaires d'état ont manifesté et continuent de manifester durant cette crise sanitaire.

Les principales mesures budgétaires actées au plan national se déclinent désormais localement. La préparation de la rentrée du 2nd degré se fait sur la base du retrait de 440 emplois sur tout le territoire. Selon les chiffres donnés en CTA, la dotation départementale s'élève à 59 590 h. Or, quand on analyse les DGH prévisionnelles 2022 (collèges, SEGPA, lycée, SEP/LEP), on arrive à un total de 58 609,37 h. **Où sont passées les 980,63 h manquantes ?**

L'Unsa Éducation s'interroge également sur les montées de cohortes et s'étonne des disparitions d'élèves. De nombreuses divisions atteignent des seuils limites et les effectifs annoncés ne prennent pas en compte les différents dispositifs et structures des établissements. Les conditions d'apprentissage des élèves ne seront pas optimales et l'inclusion scolaire ne sera pas digne de ce nom malgré la bonne volonté des équipes. **Permettre à l'École d'être pleinement inclusive n'est-elle pourtant pas une ambition forte du Président de la République ? Il faut donc donner les moyens d'y arriver.**

Le nombre d'heures supplémentaires pour compenser les suppressions de postes est en augmentation dans les collèges et les lycées. Cela continue à produire des effets délétères au sein des établissements. Leur organisation reste complexe, les marges de manœuvre sont insuffisantes pour mettre en œuvre les choix pédagogiques et permettre le fonctionnement serein des équipes. Au contraire, cette préparation de la rentrée génère inquiétudes, tensions et colère dans les établissements. **En agissant ainsi, la réalité des défis éducatifs et pédagogiques est niée.**

A la rentrée 2022, du fait de la mise en place de la réforme du recrutement et de la formation initiale, des T1 (ex-stagiaires à mi-temps) et des stagiaires à temps plein, (ex-M2 MEEF ayant obtenu le concours en 2022) vont cohabiter dans les établissements. Pour l'Unsa Éducation, il est illusoire, voire malhonnête de créer de la ressource humaine en diminuant la quantité et la qualité de la formation initiale. L'entrée dans le métier est un temps important pour nos jeunes collègues. Enseigner est un métier qui s'apprend. **Dans ce contexte où l'Éducation nationale et ses**

**personnels souffrent, la mise en œuvre de cette réforme du recrutement et de la formation initiale apparaît anachronique, inadaptée et même risquée.**

Plus que d'heures supplémentaires et d'ETP (Equivalent Temps Plein), l'Éducation Nationale a besoin de femmes et d'hommes titulaires, formés et engagés. Nos établissements souffrent d'un manque cruel de personnels : le recrutement rapide d'infirmiers, d'assistants d'éducation, de CPE, de personnels administratifs et d'enseignants doit faire l'objet d'un plan pluriannuel d'investissement pour l'Éducation Nationale. L'Unsa Éducation condamne fermement la politique du gouvernement de récupération des moyens. Cette logique, qui consiste à ne considérer les fonctionnaires que pour une charge comptable, nuit au bon fonctionnement du service public et à terme le menace. Le recrutement dans l'urgence de contractuels (administratif et enseignant) montre très rapidement ses limites. Au-delà des contrats précaires proposés, ce déficit de "vocations" montre la perte indéniable d'attractivité de nos métiers. **Plus que des effets d'annonces et des communications ministérielles, l'Éducation Nationale doit bénéficier d'un "choc d'attractivité" pour que ses personnels puissent mener à bien les missions qui leurs sont confiées.**